

LES DÉPÊCHES

ORANGO LES DÉPÊCHES

ORANGO DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5126 - JEUDI 30 OCTOBRE 2025

COMMERCE

Suspension d'importation des machettes et des motos

Le ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, d'importation des machettes et des motos au Congo.

Cette décision s'inscrit, selon la note du ministère, dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité publique et du contrôle des produits sensibles sur le territoire national. « Les contrevenants à la présente circulaire s'exposent aux sanctions allant de la saisie immédiate des marchandises aux poursuites administratives ou pénales », précise la note.

Page 5





MONNAIE VIRTUELLE

Une conférence débat sur les crypto-actifs



Gilles Morisson (à gauche) et Hervé Diata lors de la conférence-débat L'évolution fulgurante des crypto-actifs, une monnaie virtuelle aux enjeux multiples dans le développement du système économique et bancaire de l'Afrique, se situe au cœur de la conférence-débat organisée par les cabinets de conseil BT intégral consulting et AS Conseil management. Convoquée sur le thème « L'essor des marchés des crypto-actifs : innovation majeure ou dernier avatar de la finance virtuelle », cette conférence réunissant les acteurs de la finance et de la monnaie constitue un cadre de réflexion sur l'évolution fulgurante de cette monnaie électronique dans le monde. Elle permettra au Congo de mesurer ses enjeux à l'ère du numérique afin de tirer profit de cette technologie capable de renforcer les économies et les systèmes bancaires.

CYBERCRIMINALITÉ

Le Congo signe la convention de l'ONU à Hanoï

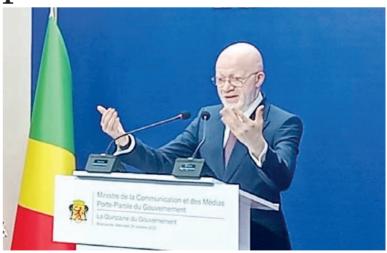
Une vingtaine des pays africains, dont la République du Congo, a signé, lors de la conférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) tenue récemment à Hanoï, au Vietnam, la Convention contre la cybercriminalité. Un nouvel accord global visant à renforcer la coopération inter-

nationale et à lutter efficacement contre les cyber-crimes. La convention promeut une coopération internationale renforcée, avec une assistance technique et un développement de capacités, en particulier dans les pays en développement.

Page 7

LUTTE CONTRE LE BANDITISME

«Les gangs ne peuvent pas dominer l'Etat »



Le porte-parole du gouvernement répondant aux questions sur l'opération contre les «bébés noirs»

Le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Moungalla, a réitéré, lors de la « Quinzaine du gouvernement », la détermination de l'Etat à poursuivre la traque lancée contre les gangs couramment appelés « Kulunas » ou « bébés noirs », déclarant qu'« il fallait éviter que les gangs deviennent plus forts que l'Etat ».

Le porte-parole du gouvernement a fustigé, par ailleurs, l'attitude des organisations non gouvernementales (ONG) qui accusent l'Etat d'enfreindre aux droits de l'Homme. « Aucun rapport des ONG ne soulignait que la barbarie des bébés noirs devenait intolérable », a-t-il précisé

Page 16



ÉDITORIAL

« Minimes »

e projet porté par la Fédération congolaise de football (Fécofoot) d'organiser pendant des prochaines vacances de Noël, au Centre technique d'Ignié, la première édition du tournoi départemental des jeunes des catégories U-14/ U-15, dans les versions masculine et féminine, vise à assurer la relève qui trouvera sa place sur

Cette politique ambitieuse qui manque cruellement à nos clubs d'élite s'impose pourtant comme une alternative crédible pour assurer une bonne transition entre les générations. Miser sur la formation est, certes, un investissement à long terme mais il est bénéfique d'autant plus qu'il offre aux jeunes joueurs l'avantage de développer leur potentiel et aux ligues départementales l'occasion d'engager les équipes dans les deux versions afin de renforcer leur compétitivité.

La compétition à l'étude est une forme d'émulation qui stimulera les autres ligues ayant des difficultés à jouer pleinement leur rôle dans ce domaine. Elle fournira aux jeunes concernés une plateforme pour s'épanouir dans un esprit d'excellence et de fraternité. Le plus important consiste désormais à créer les conditions de sa réussite.

Le format, la faisabilité et le nombre des matches de la compétition calquée sur le tournoi scolaire sont les aspects sur lesquels les initiateurs de cette formule travaillent actuellement pour relever le défi de l'organisation. La volonté d'offrir aux « minimes » un cadre pour exprimer leur talent y est.

Il reste maintenant à la Fécofoot de se donner les moyens pour que la vision ne se limite pas à un simple souhait. La réussite d'un projet comme celui-là doit reposer sur des fondations solides telles le respect des critères d'âge des joueurs.

Les Dépêches de Brazzaville

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE Le processus d'actualisation du document lancé

Le processus d'actualisation de la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) de la République du Congo a été lancé, le 28 octobre à Brazzaville, par la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, en présence de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Adama Dian Barry.

La SNDD est une feuille de route nationale mise en place pour améliorer la gouvernance dans le domaine du développement durable. Elle crée le cadre de planification à long terme, en vue de bien orienter les politiques, les programmes et actions économiquement viables, responsables socialement équitables et écologiquement durables.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'agen-

da 2030 des Nations unies sur les objectifs de développement durable et de l'agenda 2065 de l'Union africaine. « Nous sommes ici pour lancer le processus de mise à jour de la Stratégie nationale du développement durable, document qui vaut notre politique de développement durable. Depuis son adoption en 2015, cette stratégie a servi de cadre stratégique pour intégrer les objectifs de développement durable dans nos politiques publiques. Elle a structuré nos efforts pour lutter contre la pauvreté, protéger l'environnement, promouvoir l'éducation, la santé, l'égalité des genres et renforcer la résilience face aux changements climatiques », a souligné la ministre Arlette Soudan-Nonault.



La ministre Arlette Soudan-Nonault et Adma Dian Barry posant avec les partenaires techniques /Adiac

Face aux défis mondiaux en la matière, la ministre estime qu'il est impérieux d'actualiser ce document afin de l'adapter aux réalités du moment, de l'arrimer aux engagements internationaux et aux ambitions du Congo. Cette actualisation, a-t-elle poursuivi, s'inscrit dans une dynamique cohérente visant à contribuer, au niveau national, son actualisation en version CDN 3.0, qui reflète l'engagement du Congo dans la lutte contre les changements climatiques, en matière de réduction des émissions, d'adaptation et de financement climatique.

Pour la représentante résidente du Pnud, cette stratégie nationale poursuit quelques objectifs bien précis. « La Stratégie nationale de développement durable poursuit cinq principaux objectifs. Il s'agit de l'intégration du développement durable dans toutes les politiques publiques ; la réduction de la pauvreté et des inégalités ; la promotion d'une économie verte et résiliente face aux changements climatiques. Elle porte aussi sur le renforcement de la gouvernance participative et la transparence dans la gestion publique ainsi que la mise en cohérence des politiques nationales avec les engagements internationaux », a souligné Adama Dian Barry.

L'atelier de lancement du processus d'actualisation de la SNDD a eu lieu en présence de plusieurs partenaires techniques et financiers.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet: www.brazzaville-adiac.com

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef: Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter: Nestor N'Gampoula Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortune Ibara, Lydie Gisele Oko Service Politique: Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde: Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts: Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO: Rédacteur en chef délégué: Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire: Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef: Jules Tambwe Itagali Coordonnateur: Alain Diasso Rédaction: Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes: Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa: 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi,

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction: Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,

Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES Direction: Kiobi Abira

Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit: Arcade Bikondi,, Chef de service Comptabilité: Wilfrid Meyal

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Itoua Ossinga, Mbossa Viny

Coordination, Relations publiques: Mildred

Chef de service publicité: Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction: Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE Direction: Gérard Ebami Sala

Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur: Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction: Emmanuel Mbengué Assistante: Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable: Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable: Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE Direction: Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email: regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,

eMail: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com N°5126- jeudi 30 octobre 2025 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE ÉCONOMIE | 3

MONNAIE VIRTUELLE

Une conférence débat sur les crypto-actifs

Les cabinets de conseil BT intégral consulting (BTIC) et As Conseil management ont organisé, le 28 octobre à Brazzaville, une conférence-débat sur l'essor des marchés des crypto-actifs. Il en est ressorti que l'évolution fulgurante de cette monnaie virtuelle procure des enjeux majeurs dans le développement du système économique et bancaire de l'Afrique.

La conférence-débat a été animée par Gilles Morisson, expert en la matière, sur le thème « L'essor des marchés des crypto-actifs : innovation majeure ou dernier avatar de la finance virtuelle ».

Développant son exposé, le spécialiste a indiqué que les crypto-actifs sont des actifs numériques virtuels dont la valeur repose sur la cryptographie et une technologie de type blockchain. Ils ne constituent pas, a-t-il indiqué, une monnaie légale et ne sont pas garantis par une autorité centrale comme une banque. Leur valeur fluctue en fonction de l'offre et de la demande, et présente des risques en matière de volatilité.

Le but de cette conférence-débat était de réfléchir sur l'évolution fulgurante de cette monnaie électronique dans le monde, de mesurer ses enjeux à l'ère du numérique afin de permettre à l'Afrique en général, et au Congo en particulier, de tirer profit de cette technologie nouvelle en vue de renforcer les économies et les



systèmes bancaires.

« Ce qui nous intéresse ici c'est ce que cette révolution financière va apporter dans le développement du Congo et de l'Afrique. Il s'agit aussi de comprendre si l'usage des crypto-actifs va nous emmener vers la fin de l'intermédiation financière. Il est aussi question de comprendre si cette technologie financière va nous

conduire à la fin des monnaies fiduciaires », a indiqué le Pr Hervé Diata qui a assuré la modération.

Lors de cette rencontre, les experts ont débattu de l'évolution de cette technologie financière en Afrique. Ils ont réfléchi, à cet effet, sur les mécanismes à mettre en œuvre pour utiliser les crypto-actifs au profit du développement économique, fi-

Les participants à la conférence-débat/Adiac nancier et bancaire de l'Afrique en général, et celui du Congo en particulier.

Dans le fond, Gilles Morisson a fait savoir qu'il existe plusieurs crypto-actifs dont trois sont les plus essentiels dans la gestion de cette monnaie électronique.

Il s'agit, en premier, du Bitcom, encore appelé BTC, dont la capitalisation atteignait 1,995 milliard de dollars en février dernier ; l'Etherum, qui lui, se situe en deuxième position avec une capitalisation de 327 milliards de dollars à la même date. Le dernier crypto-actif, a-t-il renchéri, s'appelle le XRP (Société Riple), 145 milliards de dollars de capitalisation à cette même date échue. Dans son exposé, l'expert a abordé sept points essentiels qui ont permis aux nombreux participants présents, dont les étudiants, de comprendre la problématique des crypto-actifs.

Ces débats ont été focalisés, entre autres, sur les marchés de crypto-actifs et leur développement ; les crypto-actifs à caractère monétaire sont-ils des monnaies? ; l'intégration des marchés de crypto-actifs à la sphère financière ainsi que les risques liés au développement des marchés des crypto-actifs à la sphère financière. Cette conférence-débat est suivie d'un séminaire de deux jours sur les « Evolutions du cadre macro-monétaire et leurs enjeux pour le secteur bancaire ».

 ${\it Firmin\,Oy\'e}$

PROTECTION DES DONNÉES ÉLECTRONIQUES

La vice-présidente de la BAD visite le site du data center national

En séjour à Brazzaville, la vice-présidente principale de la Banque africaine de développement (BAD), Marie-Laure Akin-Olugbade, a effectué, le 28 octobre, une descente sur le site de construction du data center national. Sa visite consistait à s'imprégner du niveau d'exécution des travaux.

Marie-Laure Akin-Olugbade était accompagnée des ministres des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, et de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé. Au terme de la visite, elle a salué l'avancement des travaux de l'infrastructure cofinancée par son institution et le gouvernement congolais.

« Nous avons eu l'occasion de vi-



Les officiels au terme de la visite/Adiac

siter cet édifice qui abrite le data center. Je salue la vision des autorités congolaises. Ce sont les infrastructures d'avenir. Elles permettent aux pays africains d'avoir la souveraineté grâce à la protection des données », a-telle indiqué.

La vice-présidente principale s'est réjouie, par la suite, de l'effectivité de l'accompagnement de la BAD dans la réalisation de ce projet puisque ce data center sera également utile pour les pays de la sous-région. Satisfaite de sa contribution de plusieurs millions d'euros, la BAD souhaite l'inauguration imminente de ce site.

Léon Juste Ibombo a expliqué, pour sa part, l'importance de cette infrastructure qui servira à la protection des données publiques et privées. Il espère qu'après cette visite, la BAD pourra financer la dernière étape des travaux. Pour lui, cette infrastructure va renforcer la souveraineté numérique du Congo et de la sous-région en permettant l'hébergement sécurisé des données de l'Etat et des entreprises. Selon les quelques agents présents

sur le site, les travaux sont à l'arrêt puisque la société chinoise responsable de la construction est toujours en attente de la dernière tranche de financement devant garantir la fin des travaux. Ceuxci sont déjà exécutés à hauteur de

Erigé sur l'ancien site de l'UAPT situé en face du camp La Milice. dans le deuxième arrondissement Bacongo, le data center national est une infrastructure déterminante. C'est un immeuble moderne de trois niveaux avec un sous-sol. Le bâtiment servira de siège tecnnique et permettra au Congo de stocker, d'héberger et de traiter toutes ses données numériques et applications développées sur place. L'objectif du projet est de garantir la souveraineté, la sécurité numérique et électronique du Congo ainsi que de la sous-région. L'immeuble comprend des salles serveurs, de contrôle, de supervision, de réunion, de conférence ainsi qu'un local technique devant abriter les équipements d'énergie et de climatisation.

Rude Ngoma





dans toutes ses expressions de la TRADITION COMMITÉ

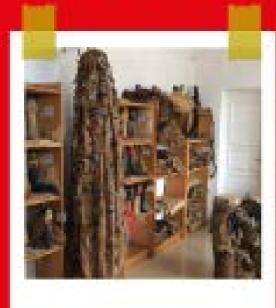
Expositions et projections :

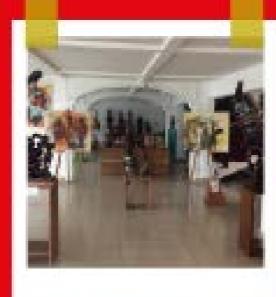
- ☑ Sculptures
- Peintures
- Ceramiques
- Musique

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-I3H









Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE PHILOSOPHIE

Jean Bruno Mbouilou designé coordonnateur du bureau de Brazzaville

La société congolaise de philosophie (Sophia) que dirige le Pr Ghislain Thierry Maguessa Ebomé a installé, le 28 octobre à l'Institut polytechnique de Kintelé, son bureau de la coordination départementale de Brazzaville.

La Sophia a pour objectif de promouvoir le savoir et l'universalité du savoir, de vulgariser la réflexion philosophique au Congo par le biais des conférences, des tables rondes, des forums et bien d'autres. Jean Bruno Mbouilou a été désigné à la coordination du bureau départemental de Brazzaville, lors d'une assemblée générale. Il est secondé par un adjoint, une secrétaire et un rapporteur. La mission de l'équipe est de sortir de la spéculation pour la pratique de la philosophie de la cité, de la vulgariser et de lui rendre son rôle essentiel sur la question de l'homme en vue de ser-

tion de l'homme en vue de servir de levier de la société. blir la réflexion et la pratique philosophique au cœur de la cité congolaise par la diffusion



des productions scientifiques, l'organisation des activités de recherche et des rencontres scientifiques. Son président,

Jean Bruno Mbouilou posant avec ses collègues/DR es, Ghislain Thierry Maguessa de Ebomé, a axé sa communices cation sur l'adhésion volonat, taire à toutes catégories des

membres: membre sociétaire, associé et membre honoraire. D'après lui, le philosophe est interpellé dans la société sur toutes les questions, car la philosophie sauve l'homme. Ainsi, a-t-il poursuivi, toute philosophie est née des périodes de fragilité.

Abordée à cette occasion, la secrétaire du bureau de coordination départementale de Brazzaville, Horty Amelia Malou-Malou, proviseur au lycée d'excelence conventionné de la Révolution, a manifesté sa joie d'être à ce bureau. Pour elle, la philosophie est aussi la pratique. Aussi veut-elle quitter le stade de la reflexion pour la lier à la vie quotidienne.

Lydie Oko

MINISTERE DU COMMERCE, DES APPROVISIONNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION

CABINET

0,0192 ASAC-CAB 490

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

.....

NOTE CIRCULAIRE

propose de valoriser et d'éta-

Relative à la suspension d'importation des machettes et des motos

Dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité publique et du contrôle des produits sensibles sur le territoire national, il est porté à la connaissance de tous les opérateurs économiques, importateurs, commerçants, transitaires et services techniques concernés que l'importation des machettes et des motos toutes catégories, est suspendue jusqu'à nouvel ordre.

Les contrevenants à la présente circulaire s'exposent aux sanctions allant de la saisie immédiate des marchandises aux poursuites administratives ou pénales.

Les services du Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation habilités sont chargés d'assurer l'application de la présente mesure sur toute l'étendue du territoire national.

La présente note circulaire prend effet à compter de la date de signature et sera publiée partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 2 8 OCT 2025



ASIE-PACIFIQUE

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, enjeu du sommet de l'Apec

Le sommet de l'Apec (Coopération économique Asie-Pacifique), aux enjeux importants dans un contexte de guerre économique entre la Chine et les États-Unis, s'est ouverte le 29 octobre en Corée du Sud.

Pour cette première journée, le président américain, Donald Trump, va s'entretenir avec son homologue Sud-coréen, Lee Jaemyung. La Corée du Sud espère que cette réunion sera productive pour enfin signer un accord commercial avec Washington et abaisser les tarifs douaniers qui pèsent sur l'économie du pays. Le président américain devrait rencontrer également le président chinois, Xi Jinping, en marge du sommet. « Conformément à l'accord entre la Chine et les Etats-Unis, le président Xi Jinping rencontrera le président Donald Trump à Busan, le 30 octobre », indique un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères.

La Chine n'avait jusqu'alors jamais confirmé la tenue de cette rencontre annoncée par Donald Trump sur fond de tensions commerciales entre les deux puissances.

Les deux dirigeants auront des échanges « approfondis » sur des « questions stratégiques et à long terme touchant aux relations entre la Chine et les Etats-Unis, et sur des sujets majeurs d'intérêt commun », a déclaré un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun, lors d'une conférence de presse.

« Nous sommes prêts à travailler conjointement avec la partie américaine pour faire de cette rencontre un succès et obtenir des résultats positifs », a-t-il ajouté.

Donald Trump a déclaré s'attendre à une « excellente rencontre » avec son homologue chinois, estimant que « beaucoup de problèmes vont être résolus » durant la rencontre.

Si les négociateurs de Pékin et Washington assurent s'être entendus sur un « cadre » d'accord, il reste à voir si Donald Trump et Xi Jinping, qui ne se sont pas rencontrés en tête-à-tête depuis six ans, finaliseront effectivement une trêve dans leur guerre commerciale qui a fait dévisser les marchés et bouleversé les chaînes de production.

Yvette Reine Boro Nzaba

JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2025

Le Congo salue la mémoire des pères fondateurs de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, à l'occasion de la célébration des 80 ans de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 28 octobre au Palais des congrès de Brazzaville, a salué la mémoire des illustres pères fondateurs qui ont légué à la postérité « ce précieux instrument de dialogue et de concertation entre les peuples, cet irremplaçable espace d'amitié et de solidarité. »

Selon le chef de la diplomatie congolaise, en créant l'ONU au sortir de la Seconde Guerre mondiale, voici 80 ans, les pères fondateurs prenaient le pari d'instaurer la coexistence pacifique entre les Etats et de promouvoir invariablement le dialogue et la solidarité entre les nations. Ils avaient aussi pris, a déclaré Jean-Claude Gakosso, le pari d'établir les principes de l'auto-détermination des peuples et de l'égalité entre les Hommes. « Les pères fondateurs entendaient ainsi non seulement instaurer de meilleures conditions de vie sur l'ensemble de la planète, mais également garantir la justice et les droits humains pour tous les peuples du monde, afin de préserver les générations futures du fléau de la guerre », a-t-il rappelé.

En inscrivant dans sa Charte comme dans le marbre le principe d'égalité des peuples et de leurs droits à disposer d'euxmêmes, l'ONU aura, a poursuivi le ministre des Affaires étrangères, joué un rôle déterminant dans les processus de décolonisation qui allaient s'enchaîner tout au long de la seconde moitié du XXe siècle. Ainsi, grâce à elle, une centaine de nouveaux États indépendants a pu, s'est-il réjoui, rejoindre la communauté internationale, dans la dignité et la souveraineté. Cependant, il a regretté le fait que certains pays ont dû passer par le « crépitement des armes et bourdonnement des canons » pour accéder à la souveraineté internationale.

« Mais, même dans ces circons-



Les officiels/DR

tances dramatiques, les Nations unies ont toujours été là pour négocier la paix, pour ouvrir des couloirs humanitaires, pour sauver des vies humaines, pour entretenir la flamme inextinguible de la solidarité universelle, afin d'éviter que des nations encore fragiles ne se délitent intégralement. Les Nations unies ont effectivement toujours été là pour maintenir la mobilisation de la communauté internationale dans la recherche de solutions durables aux périls collectifs, notamment par le biais de leurs opérations de maintien de la paix », a souligné Jean-Claude Gakosso.

Une coopération fructueuse avec le Congo

Face aux armes qui crépitent encore dans plusieurs parties du monde dont en Europe et au Moyen Orient, des zones où sont

stockées de grandes quantités d'armes de destruction massive, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger a interpellé la conscience de la communauté internationale. « A l'assourdissante cacophonie des armes qui vient de l'Europe de l'Est, mais aussi du Moyen-Orient, du Soudan, de la Mer des Caraïbes et plus proche de nous, de la Région des Grands Lacs, nous devons opposer avec vigueur, mais toujours dans la non-violence, la limpide symphonie de la joie et la douce mandoline de la Concorde. La paix n'a pas d'alternative. Tel est invariablement notre credo », a conclu Jean-Claude Gakosso. Il a exhorté la Communauté des nations à unir plus que jamais ses efforts, dans la solidarité afin de redonner force et vigueur aux nobles idéaux de paix et de générosité humaine incarnés par les

Nations unies.

Le coordonnateur résident du Système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a rappelé que l'ONU célèbre ses huit décennies d'engagement collectif au service de la sécurité et de la paix, des droits humains et du développement. Selon lui, l'idée fondatrice de l'ONU était claire et ambitieuse, celle de « préserver les générations futures du fléau de la guerre. » « Huit décennies plus tard, cette promesse reste au cœur de notre mission. Mais nous devons aussi le reconnaître avec lucidité : le monde d'aujourd'hui est confronté à des défis multiples et complexes-conflits prolongés, inégalités croissantes, crises climatiques, désinformation, et montée des tensions géopolitiques », a-t-il rappelé. Il a précisé que l'ONU n'est pas une entité abstraite, mais la somme

de volontés humaines, de solidarités partagées, de coopérations

concrètes.

Parlant des relations avec le Congo, il a indiqué que le Système des Nations unies a conduit avec le gouvernement l'évaluation indépendante de leur Cadre de coopération (2020-2026). Un document qui a mis en évidence des contributions significatives à la gouvernance inclusive, à l'accès aux services sociaux de base et au renforcement de la résilience économique et environnementale. « Ces enseignements nous permettront d'engager ensemble, avec plus d'ambition et de cohérence, la réflexion pour le nouveau cadre de coopération qui doit répondre aux aspirations du Congo et accélérer les objectifs de développement durable, à 5 ans de l'échéance de 2030 », a déclaré Abdourahamane Diallo.

 ${\it Parfait~Wilfried~Douniama}$

TENTATIVE DE MARGINALISATION D'UNE VOIX AFRICAINE LIBRE

Le visa américain de Wole Soyinka annulé

L'annonce de l'annulation du visa américain de Wole Soyinka, prix Nobel de littérature et monument de la pensée africaine, résonne comme un symbole du rapport ambigu que les États-Unis entretiennent avec les intellectuels du Sud.

Derrière le geste administratif, apparemment banal, se cache une décision politique et idéologique : réduire au silence une voix noire indépendante, critique et libre. À 91 ans, Wole Soyinka n'a plus rien à prouver. Premier Africain à recevoir le Nobel de littérature en 1986, il est reconnu dans le monde entier pour sa défense de la démocratie, sa lutte contre les dictatures africaines et sa dénonciation du racisme sous toutes ses formes. L'homme qui s'est opposé à la tyrannie militaire au Nigeria n'a jamais cessé de prôner une Afrique digne et souveraine. En annulant son visa, Washington ne vise pas seulement un individu : il humilie symboliquement tout un continent qui ose



encore penser par lui-même.

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis, sous couvert de souveraineté consulaire, manifestent une certaine «arrogance» diplomatique envers les nations africaines. Le cas Soyinka rappelle celui d'autres intellectuels ou militants dont les déplacements ont été restreints pour leurs opinions, souvent critiques à l'égard de la politique étrangère américaine. Depuis l'ère Trump, la suspicion envers les intellectuels étrangers, surtout africains, s'est accentuée comme si la pensée critique venue du Sud constituait une menace. Le paradoxe est flagrant : ce pays qui se présente comme le champion de la liberté d'expression refuse un visa à

un écrivain dont l'œuvre incarne justement cette liberté.

Le message est clair: la voix africaine est tolérée tant qu'elle célèbre l'Occident, mais devient indésirable dès qu'elle questionne son hypocrisie. Pour l'Afrique, Wole Soyinka n'est pas seulement un écrivain. Il est la conscience du continent, un rappel que la dignité ne s'achète pas et que la pensée libre demeure le dernier bastion de souveraineté. En annulant son visa, les États-Unis ont, involontairement, renforcé cette vérité: la liberté ne dépend pas d'un tampon sur un passeport, mais du courage de dire non à l'injustice - d'où qu'elle vienne.

Noël Ndong

AFRIQUE/MONDE | 7 N°5126- jeudi 30 octobre 2025 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CYBERCRIMINALITÉ

Vingt et un pays africains signent la Convention de l'ONU à Hanoï

Lors de la conférence des Nations unies tenue les 25 et 26 octobre à Hanoï, au Vietnam, soixante-douze États dont vingt et une nations africaines ont apposé leur signature sur la Convention contre la cybercriminalité. Ce nouvel accord global vise à renforcer la coopération internationale et à lutter efficacement contre les cybercrimes.

Les pays africains signataires incluent l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Libye, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Togo, l'Ouganda, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Mali et le Rwanda. La convention promeut une coopération renforcée, internationale avec une assistance technique et un développement de capacités, en particulier dans les pays en développement.

Dans les faits, la Convention des Nations unies contre la cybercriminalité régit la collecte et l'utilisation de preuves électroniques dans les affaires criminelles, tout en criminalisant des infractions variées comme la fraude en ligne, la diffusion de contenus pédopornogra-



Photo de famille/DR

phiques et la sollicitation d'enfants sur Internet.

Malgré l'enthousiasme suscité par la signature de ce texte, celui-ci nécessite encore la ratification par au moins quarante pays pour entrer en vigueur. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a souligné l'importance de passer de la signature à l'action, et a appelé à une ratification rapide par les autres États membres. Il a également insisté sur la mobilisation des financements appropriés et les formations des cadres des pays moins nantis.

Cependant, de nombreux

rapports de la presse internationale et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme critiquent les insuffisances de protection dans la Convention. Ces organisations craignent qu'elle puisse servir à surveiller et à échanger des informations entre États, ouvrant ainsi la voie à des abus de pouvoir.

Des entreprises technologiques telles que Meta et Dell mettent également en garde contre le risque que ce cadre soit utilisé pour réprimer les chercheurs en cybersécurité et criminaliser des comportements jugés indésirables par certains gouvernements.

Fiacre Kombo

ZIMBABWE

L'Union africaine appelle à la levée des sanctions occidentales

À la faveur de la Journée de lutte contre les sanctions de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a plaidé pour la levée immédiate des sanctions occidentales qui pénalisent le développement du Zimbabwe depuis plus de deux décennies.

En solidarité avec le Zimbabwe, l'UA a intensifié son plaidoyer pour une levée immédiate et inconditionnelle des sanctions imposées par certains pays occidentaux depuis les années 2000. Dans un communiqué publié le 27 octobre, Mahmoud Ali Youssouf a clairement exprimé ses préoccupations concernant les répercussions des sanctions occidentales sur l'économie du pays et sur la stabilité de la région.

Rappelant que ces sanctions ont été imposées à la suite de diverses préoccupations politiques, Mahmoud Ali Youssouf a souligné que les conséquences

économiques sont de plus en plus alarmantes. Selon lui, ces restrictions limitent considérablement l'accès du Zimbabwe au financement international et aux investissements étrangers, entravant ainsi le progrès économique des citoyens et la reconstruction des infrastructures vitales. « Les sanctions non seulement heurtent l'économie du Zimbabwe,

mais elles ont également un effet d'entraînement sur les pays voisins, exacerbant les défis économiques régionaux », a-t-il déclaré.

Le président de la Commission de l'UA a ajouté que plusieurs secteurs, notamment l'agriculture qui représente une part importante de l'économie zimbabwéenne, souffrent gravement de ce manque

d'investissement. Il a également appelé à une solidarité accrue entre les nations africaines pour soutenir le Zimbabwe dans cette lutte. « Il est impératif que nous nous unissions pour défendre notre intégrité et notre souveraineté collectives face à des mesures qui ne profitent ni au peuple zimbabwéen ni à notre région dans son ensemble »,

a-t-il insisté.

La position de l'UA est en accord avec celle de nombreux pays africains qui considèrent les sanctions comme un obstacle majeur au développement durable du Zimbabwe. Cette initiative vise à susciter un dialogue constructif avec les nations occidentales dans le but de trouver des solutions bénéfiques pour toutes les parties concernées.

Cette déclaration de l'UA marque une étape significative dans la quête de soutien pour le Zimbabwe, alors que les impacts des sanctions économiques sur la population civile sont de plus en plus contestés.

F.K.

« Il est impératif que nous nous unissions pour défendre notre intégrité et notre souveraineté collectives face à des mesures qui ne profitent ni au peuple zimbabwéen ni à notre région dans son ensemble »











Conférence & Expositions sur le Contenu Local **Conference** & Exhibitions on Local Content



UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR MAXIMISER LA PARTICIPATION AFRICAINE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

ENHANCING INDIGENOUS SUPPLY OF QUALITY GOODS AND SERVICES:

A STRATEGIC LEVER FOR MAXIMIZING AFRICAN PARTICIPATION IN THE OIL AND GAS INDUSTRY























































MTN SKILLS ACADEMY

Brazzaville célèbre la jeunesse congolaise engagée dans le numérique

Brazzaville, le 22 octobre 2025 – MTN Congo a marqué un tournant décisif dans son engagement pour l'éducation numérique et l'autonomisation des jeunes, en organisant une cérémonie de clôture mémorable du programme MTN Skills Academy en présentiel, dans la capitale congolaise.



Placée sous le thème évocateur de « La réussite familiale », cette rencontre a réuni les apprenants, leurs familles, les partenaires et les représentants de MTN Congo, dans une ambiance empreinte de fierté et d'émotion. L'objectif : célébrer les efforts, les réussites et l'engagement des jeunes talents congolais formés dans le cadre de ce programme innovent

Au total, plus de 30 jeunes ont été distingués pour leur excellence, leur persévérance et leur esprit de leadership. Ils ont reçu des ordinateurs portables en récompense de leurs performances remarquables, notamment:

- •Les majors des différentes vagues de formation en présentiel;
- •Les apprenants ayant obtenu plus de 30 certifications sur la plateforme en ligne ;
- •Et ceux qui ont su inspirer et parrainer d'autres jeunes dans cette aventure éducative.

Les domaines de formation en presentiel couvraient des secteurs clés pour l'avenir du pays





infographie, community management, web mastering, agropastoral et auto-entrepreneuriat. Cette diversité témoigne de la volonté de MTN Congo de répondre aux besoins réels du marché et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

La cérémonie a également mis en lumière les réussites des apprenants de la version en ligne du programme, accessible via skillsacademy. mtn.com. Ces jeunes, formés à distance, ont démontré une autodiscipline exemplaire et ont été récompensés pour leur engagement dans un environnement d'apprentissage autonome.

Un hommage particulier a été rendu aux parents, considérés comme les véritables architectes de la réussite de leurs enfants. Chaque apprenant était invité à se présenter avec deux membres de sa famille, soulignant ainsi l'importance du soutien familial dans le parcours éducatif.

Depuis son lancement, le programme MTN Skills Academy en présentiel a permis de former plus de 3 000 jeunes à travers le pays. La remise de 400 certificats lors de cette cérémonie marque la fin de cette phase, mais ouvre la voie à une nouvelle dynamique via la plateforme en ligne.

À travers cette initiative, MTN Congo réaffirme son ambition de contribuer à la transformation numérique du pays, en plaçant la jeunesse au cœur de son action sociale. La Fondation MTN invite tous les jeunes désireux de se former à rejoindre cette aventure via la plateforme dédiée.

Une cérémonie inspirante, porteuse d'espoir et de promesses pour une jeunesse congolaise connectée, compétente et prête à bâtir l'avenir.





TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO



- (+242) 06-929-4505
- ☑ info@adiac.tv
- 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso Brazzaville, République du Congo



ENVIRONNEMENT

La RDC tient sa première édition de la Semaine nationale du climat

À l'initiative du ministère de l'Environnement, Développement durable et de la Nouvelle économie du climat, il se tient à Kinshasa, depuis le 27 octobre, la première édition de la Semaine nationale du climat.

L'activité qui s'achève ce 30 octobre a été lancée par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant une assistance essentiellement composée des acteurs du secteur de l'environnement, dans l'amphithéâtre du Centre culturel et artistique pour les pays d'Afrique centrale. «Forêts, biodiversité et tourbières: mobilisation des finances climatiques pour le développement durable de la RDC et du bassin du Congo», telle est la thématique qui soustend cette activité historique qui entrera assurément dans les annales du secteur environnemental. Pour le président Félix Tshisekedi qui a pris la parole en primeur, cet événement est annonciateur d'un avenir meilleur dans la lutte contre le changement climatique car la République démocratique du Congo (RDC) a pour vocation d'être un pays solution. Il a ajouté que « le climatique changement n'est pas une abstraction



Le président Félix Tshisekedi posant avec les acteurs du secteur de l'environnement/DR

mais une réalité vécue au quotidien par la population congolaise». Le chef de l'Etat espère que les travaux et les thèmes qui seront développés pendant ce forum contribueront à forger une vision commune et particitive du pays dans la recherche de l'équilibre climatique planétaire.

Par la même occasion, le président de la République a appelé de tous ses vœux des investissements dans ce secteur. «À la communauté internationale et

aux bailleurs de fonds, au secteur privé et aux investisseurs responsables, je lance un vibrant appel. Venez investir dans la forêt tropicale congolaise, dans nos énergies propres, dans notre jeunesse et dans l'innovation écologique», a-t-il exhorté. La ministre de l'Environnement, pour sa part, a mis l'accent sur la position géostratégique de la RDC en tant que poumon de la planète. Elle a insisté sur la nécessité de préserver la biodiversité dont regorge le pays en tant que patrimoine vital mondial d'où la planète tire son équilibre climatique.

De son côté, la ministre déléguée près de la ministre de l'Environnement a estimé que cette semaine constitue un moment capital de mobilisation nationale, de dialogue et de partage entre toutes les couches de la société congolaise. À quelques jours de la trentième session de la Conférence des parties (COP30), prévue du 10 au 21 novembre à

Belem, au Brésil, l'organisation de cette Semaine nationale du climat a pour but principal de mettre en lumière les politiques et les stratégies visant à protéger l'environnement et à gérer durablement les ressources naturelles renouvelables. Ces assises contribuent à la réduction de la pauvreté en RDC et à la satisfaction des attentes nationales et internationales en matière de lutte contre le changement climatique

Sylvain Andema

SUSPENSION DU PPRD

Les cadres de la formation politique dénoncent un acharnement

La récente suspension des activités du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) a suscité, sans surprise, des réactions outrées de ses cadres, vite enclins à dénoncer ce qu'ils considèrent comme un acharnement politique.

La décision du ministre de l'Intérieur, Jacquemin Shabani, entérinée par le Tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe, continue de susciter la colère de la direction du PPRD. Celleci y voit une manœuvre politique, dénonçant ce qu'elle qualifie de « dérive dictatoriale » destinée à museler la principale formation d'opposition issue de l'ancien président de la République, Joseph Kabila.

Surfant sur la violation de la procédure étant entendu qu'ils n'ont jamais vu l'arrêté ministériel faisant mention de la décision, Aubin Minaku et Emmanuel Shadari, respectivement vice-président national et secrétaire permanent, ont déclaré n'en être pas liés. Sur ce, ils ont pris l'option de poursuivre leur lutte dans le cadre légal sans interférence du pouvoir. «Cette suspension ne nous engage pas, elle ne nous concerne pas», ontils déclaré lors d'un récent point de presse.

Du côté du ministère de l'Intérieur, aucune réaction officielle n'a été enregistrée par rapport à ce qui a tout l'air d'un défi. Néanmoins, la fermeté continue d'être affichée pour contraindre les responsables du PPRD à s'incliner devant cette décision présentée comme une mesure de sauvegarde de l'ordre public, de la cohésion nationale et de la stabilité institutionnelle. En effet, plutôt que d'être perçue comme une mesure partisane, l'autorité publique présente la décision comme un acte de responsabilité républicaine.

Déjà suspendu une première fois en mai dernier avant de proclamer, unilatéralement, la reprise de ses activités, le PPRD passe, aux yeux des autorités, pour un parti n'ayant tiré aucune leçon ni démontré sa volonté de se conformer aux exigences de la légalité républicaine. La participation active de ses cadres au conclave de Nairobi, convoqué par son leader Joseph Kabila actuellement en disgrâce avec le pouvoir en place, ne plaide pas en sa faveur en plus de ses présumées accointances avec la rébellion M23/AFC.

En faisant prévaloir la loi et la discipline à travers l'interdiction des activités du PPRD, le ministre de l'Intérieur n'aurait fait qu'exercer ses prérogatives régaliennes face à un parti dont les agissements trahissent un agenda souterrain. Derrière le vernis d'un prétendu exercice démocratique, se dissimulerait une stratégie de fragilisation des institutions républicaines, se persuade-t-on dans la haute sphère étatique. Au-delà des accusations, il s'agit d'une décision prise dans le strict respect des procédures légales et validée par l'autorité judiciaire compétente.



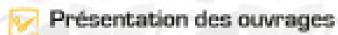
UN ESPACE DE VENTE UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA

LITTERATURE CLASSIQUE

AFRICAINE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS



Conférences-débats

Dédicaces

Emissions Télévisées

Ateliers de lecture et d'écriture

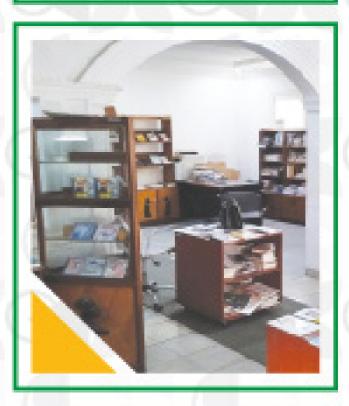


Du lundi au vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H









ITURI

Yves Kawa salue l'assistance humanitaire d'urgence de l'Unicef aux retournés et déplacés de Tchomia

Le chef de la chefferie Bahama Banyagi, dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri, à l'extrême Nord-Est de la République démocratique du Congo, Yves Kawa Panga, dans un entretien avec la presse, a salué l'intervention humanitaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), à travers son projet de réponse rapide (UniRR), financé par BHA en faveur des enfants et des personnes vulnérables.

«Je crois que c'est une action louable parce que vous savez qu'il y avait un désordre ici, beaucoup de gens avaient pris fuite. Maintenant ils commencent à revenir, non seulement les natifs d'ici mais aussi des déplacés qui sont venus des chefferies sœurs où les attaques continuent à s'effectuer là-bas. Nous avons beaucoup de déplacés, ce sont des vulnérables qui ont tout perdu», a déclaré Yves Kawa Panga.

«S'il y a de telles assistances, nous devons vraiment saluer et remercier, parce que cela aide tant soit peu notre population dépourvue de tout », a-t-il poursuivi, remerciant également l'Unicef pour l'assistance d'urgence apportée aux retournés et déplacés, surtout aux enfants vulnérables de sa chefferie.

Dans un élan de solidarité, le chef de la chefferie Bahama Banyagi a demandé au gouvernement, aux agences et aux organisations humanitaires de



Yves Kawa Panga/DR

se serrer les coudes. « Nous encore une fois l'Unicef et les devons tous conjuguer nos efforts pour que nous puissions donner un avenir meilleur à ces enfants-là. Du fond de cœur, au nom de ma a-t-il conclu. chefferie, nous remercions

autres partenaires humanitaires pour le travail qu'ils font en faveur des enfants et des personnes vulnérables »,

Du 20 au 22 octobre, l'Unicef

et son partenaire le Programme de prévention des soins de santé primaires ont distribué une aide d'urgence à 3716 ménages des déplacés et retournés à Tchomia, dans la chefferie de Bahama Banyagi.

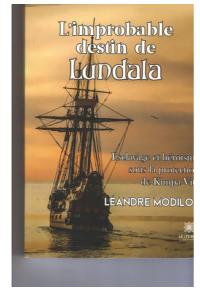
Chaque article de ménage essentiel était composé de deux couvertures, de deux nattes, d'une pièce de trois pagnes pour les femmes, de deux casseroles, de quatre assiettes, de six cuillères à soupe. Il y a eu aussi six gobelets, quatre couteaux pour la cuisson, des savons de bain Munganga. Ces ménages ont reçu également le kit d'abri léger composé de deux bâches de marque Unicef, avec un rouleau de cordes et des seaux, des kits d'hygiène intime pour les femmes en âge de procréation et des adolescentes pour la menstruation. Pour rappel, le projet de réponse rapide de l'Unicef, financé par BHA, a pour objectif de fournir une assistance d'urgence et des services de protection à la population la plus vulnérable affectée par des crises humanitaires. Dans ce cadre, il a permis de venir en aide à 393 087 personnes, dont 257 873 enfants, à travers la distribution de kits d'articles ménagers essentiels et de kits Wash.

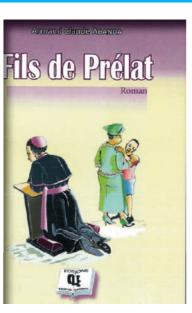
 $Blandine\,Lusimana$



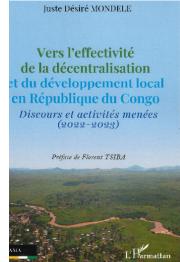
EN VENTE

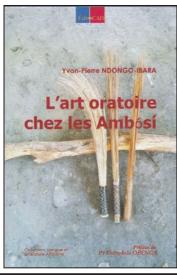






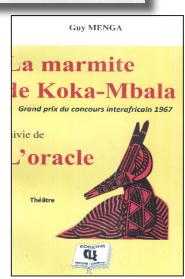












REMERCIEMENTS

Nous, famille Massembo, Doumou, Doumounou et Botayeke venons par ce message vous témoigner notre profonde gratitude pour votre presence de près ou de loin pour votre assistance et soutien multiformes lors du décès de notre fils, frère et père Rock Juste Séraphin Massembo Doumounou, survenu le 19 septembre en France.

En ce 40° jour de son rappel à Dieu des messes seront dites dans différentes églises de Brazzaville et Pointe-Noire. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pieuse pour son âme.

Nous vous remercions une fois de plus pour votre compassion et solidarité.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE SANDRINE ROMARITHE ATIPO NTSAÏ



Les enfants et petits-enfants Athys Atipo, la famille Marie Ampha, Mrs Mongo Michel et Obame Benn informent les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur fille, soeur, tante et mère, Sandrine Romarithe Atipo Ntsaï (Hello), décédée le lundi 13 octobre 2025 à Rabat au Maroc, se dérouleront le jeudi 30 octobre 2025 selon le programme ci-après:

9h 30 : sortie du corps à la morgue municipale de Brazzaville

11h 00 : recueillement au domicile familial sis n°7 rue Lessia, Nkombo (4° ruelle après les 2 stations Total);

14h 00 : départ pour le cimetière Bouka;

16h 00 : retour au domicile et fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE

Ulrich Ngarila, les familles
Ngoma, Setso, Monékéné,
Ndounboukoulou et Maléla ont
le regret d'annoncer aux
parents, amis et connaissances
le décès de leur père, oncle et
frère Mathieu Ngarila, militaire à
la retraite ayant évolué au 36°
BIM, survenu le dimanche 26
octobre à Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient au
rond-point Mouhoumi sur
l'avenue de l'étage au n°39 de la
rue Nzonzo.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.





Hervé Brice Mampouya, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants Mampouya: Flore, Aymar, Diane, Ines, Aude, Darel, les familles Mbembé et Kimpandzou ont la profonde douleur d'annoncer le décès ce lundi 27 octobre 2025 de leur mère, sœur, tante et épouse, Mme Mampouya née Boukaka Joséphine au CHU de Brazzaville des suites de maladie.

La veillée mortuaire a lieu au N° 140 de la rue Jolly à Bacongo non loin de l'hôpital de base de Bacongo. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Paix à son âme.

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Obembo, Ndokagna, Ngassaki et l'association Bana Elingui ont le regret d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur mère, tante, grandmère et amie Mme Pauline Obembo, survenu le dimanche 19 octobre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 120, rue Makoua (au bord de Madoukou).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



SANTÉ

L'épilepsie post-AVC au centre des premières journées scientifiques de la SCCE

Les premières journées scientifiques de la Société congolaise contre l'épilepsie (SCCE) se dérouleront du 28 au 30 octobre, à Brazzaville, sur le thème «Epilepsie postaccident vasculaire cérébral (AVC) : quelles perspectives pour la prise en charge ?».

Pendant trois jours, médecins spécialistes, psychologues, sociologues, linguistes, médecins généralistes, étudiants et paramédicaux vont se réunir pour des ateliers pratiques, pédagogiques et de valorisation de la recherche, des conférences, des panels interdisciplinaires et des communications libres en vue d'acquérir plus de connaissances sur la prise en charge de l'épilepsie post-AVC, une complication fréquente où des crises épileptiques surviennent après.

Les participants plancheront, entre autres, sur le diagnostic de l'épilepsie vasculaire, la sémiologie des crises et pièges diagnostics, la lecture des TDM et IRM cérébrales d'AVC, la rééducation fonctionnelle post-AVC, l'adaptation du discours thérapeutique aux patients post-AVC et épilepsie, la création des messages de sensibilisation à l'épilepsie, l'évaluation des compétences cliniques, les contraintes, innovations et perspectives curriculaires.

Quant à l'atelier de recherche, il portera sur la structure d'un protocole de recherche clinique et l'initiation aux types d'études en médecine.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Ligue 2, 12e journée

Quatrième but cette saison pour Yvan Ikia Dimi, qui ouvre le score à la 30e pour Amiens : sur un long dégagement, il profite d'une mauvaise intervention de Gozzi pour s'infiltrer dans l'axe droit et venir battre Konaté d'un tir du gauche.

Amiens s'incline finalement 3-1 sur la pelouse de Troyes Titulaire sur la gauche de la défense à trois de Rodez, Raphaël Lipinski a égalisé pour son équipe à la 76e. Grâce au coup de tête de son capitaine, le RAF revient à 1-1 face à Annecy avant de s'imposer 2-1 dans les dernières minutes.

Le premier but de la saison de l'ancien Auxerrois.

Loni Laurent Quenabio n'était pas dans le groupe. Le droitier n'a plus joué depuis le 29 août. Montpellier prend un point à Clermont (1-1), sans Yaël Mouanga, blessé. Allan Ackra était titulaire au poste de relayeur gauche dans l'entrejeu auvergnat.

Agé de 21 ans, l'ancien Ré-

mois et Sochalien est né à Paris de père ivoirien et de mère congolaise. Il compte 6 apparitions dont 4 titularisations cette saison.

Dunkerque corrige le Red Star (3-0). Sans Lenny Dziki Loussilaho, non retenu, ni Josué Escartin, blessé.

Nancy et Nehemiah Fernandez, aligné dans l'axe de la défense à trois, battent Bastia 3-0.

Faitout Maouassa est resté sur le banc.

Grenoble est tenu en échec par Guingamp (0-0). Sans Loris Mouyokolo, resté sur le banc. Alors que cette saison devait être celle de la confirmation pour l'ancien Lorientais, il n'a plus joué depuis la 7e journée, après une entame de saison décevante individuellement et collectivement.

Angleterre, EFL Trophy

Luton Town bat les U21 de Brighton (3-1). Remplaçant, Christ Makosso est entré à la 61e minute.

Allemagne, 16e de finale de la

Coupe

Augsbourg est éliminé à domicile par Bochum (0-1), avec Chrislain Matsima titulaire, mais sans Han Noah Massengo, resté sur le banc.

Israël, finale de la Toto Cup Sans Fernand Mayembo, suspendu, l'Hapoel Tel Aviv perd la finale 1-2 face au Beitar Jérusalem.

Espagne, 64e de finale de la Coupe du Roi

Entré à la 63e minute, Jordi Mboula marque le troisième but du Cultural Leonesa, vainqueur 3-1 à Tropezon.

Pays-Bas, 32e de finale de la Coupe

Den Bosch élimine Den Haag 5-4 aux tirs au but après un score de parité 3-3. Titulaire, Kévin Monzialo a encore marqué, portant le score à 3-3 à la 77e minute.

Auteur de son 9e but de la saison toutes compétitions confondues, l'ancien Turinois a ensuite été averti aux 102 et 113e minutes et a donc été expulsé.

Camille Delourme



16 | DERNIERE HEURE LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°5126- jeudi 30 octobre 2025

QUINZAINE DU GOUVERNEMENT

« Les bébés noirs ne peuvent pas défier l'Etat »

Répondant à la question sur l'opération en cours contre les « bébés noirs » et les critiques formulées par les organisations non gouvernementales, lors de la « Quinzaine du gouvernement », le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Moungalla, a justifié la traque de ces bandits de grand chemin en déclarant : « Il fallait éviter que les gangs deviennent plus forts que l'Etat ».

Après que le président de la République a annoncé avoir instruit la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) de s'impliquer dans la lutte contre les « bébés noirs » ou « kulunas », les journalistes sont revenus à la charge lors de la « Quinzaine du gouvernement » en mettant en exergue quelques voix discordantes sur cette opération.

Pour éclairer davantage l'opinion, le porte-parole du gouvernement a évoqué quelques actes barbares commis par les « bébés noirs », allant jusqu'à ôter la vie aux citoyens congolais qui les croisaient sur le chemin tout en narguant l'Etat sur les réseaux sociaux. « Aucun rapport des ONG ne soulignait que la barbarie des bébés noirs devenait intolérable », a déclaré le ministre Thierry Lézin Moungalla. Il a justifié la participation de la DGSP à cette opération en brandissant le décret n°2025-390 du 18 septembre 2025 qui fait d'elle un corps régulier de la Force publique avec vocation de réaliser de telles missions.

« Il était temps pour le chef suprême des armées, commandant en chef de la Force publique, de prendre cette décision saluée par le peuple pour éviter le point de bascule où les gangs pouvaient dominer l'Etat comme c'est le cas ailleurs », a indiqué le ministre.

Rominique Makaya



Le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Moungalla

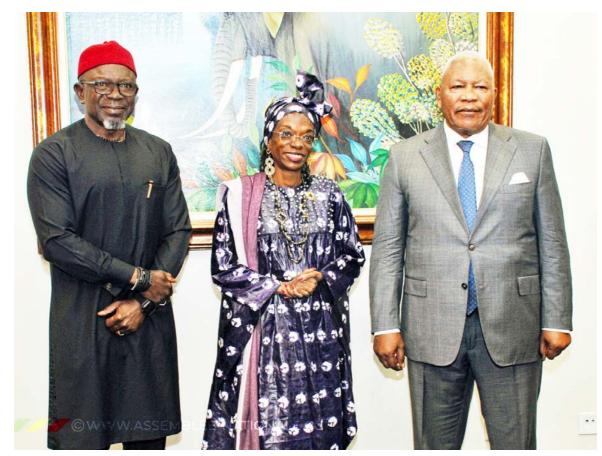
DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Pnud s'engage à soutenir la mise en œuvre du PADC

Reçu le 28 octobre à Brazzaville par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, le directeur du Centre de service régional pour l'Afrique au Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Matthias Zana Naab, a réitéré l'engagement de cette agence onusienne de soutenir la République du Congo dans le cadre de la mise en œuvre du Programme accéléré de développement communautaire (PADC).

Basé à Addis-Abeba, en Ethiopie, le directeur du centre régional pour l'Afrique du Pnud est arrivé au Congo dans le cadre de la journée parlementaire sur le PADC, organisée le 28 octobre par l'Assemblée nationale en partenariat avec le Pnud et le ministère en charge du Développement local et de l'Entretien routier.

« Le président de l'Assemblée nationale m'a accordé une audience tout juste avant la cérémonie d'ouverture de cette journée parlementaire. J'ai eu l'occasion de le remercier en sa qualité de président de l'Assemblée nationale pour l'organisation de cette session qui nous permettra de discuter des programmes et de la collaboration entre le Pnud et le gouvernement sur un sujet qui est essentiel, notamment le Programme accéléré de développement communautaire. Il s'agit d'un projet que le Pnud et le gouvernement mettent en place pour



Isidore Mvouba posant avec Matthias Zana Naab et Adama Dian Barry/DR

réduire la pauvreté, mais aussi pour accélérer le développement dans les zones enclavées », a expliqué Matthias Zana Naab. Accompagné de la représentante résidente du Pnud au

Congo, Adama Dian Barry, le

directeur du centre régional pour l'Afrique a réitéré l'engagement de cette agence du système des Nations unies à renforcer son partenariat avec le gouvernement. Tout ceci en faisant en sorte que le Pnud puisse accompagner le Congo dans la voie du développement. « Nous allons également tout faire pour ramener l'ensemble du système des Nations unies y compris les partenaires au développement pour pouvoir accompagner le développement de ce beau paus », a déclaré le Ghanéen, saluant la relation spéciale qui existe entre le Pnud et l'Assemblée nationale.

Selon lui, la chambre basse du Parlement a beaucoup de pouvoirs dans le sens où elle représente la société et le peuple concernant les orientations budgétaires. « Nous pensons que l'Assemblée nationale peut apporter sa contribution afin de permettre au gouvernement d'obtenir des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PADC », a conclu Matthias Zana Naab.

Parfait Wilfried Douniama